



SNTRS Informations

Bulletin d'Information du SNTRS-CGT – 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif
Tel : 01 49 58 35 85 – Télécopie : 01 49 58 35 33 – Mel : sntrscgt@vjf.cnrs.fr – Web : www.sntrs.fr

N°166 du 25 mai 2010

SOMMAIRE

- **Compte rendu de la Commission Exécutive du jeudi 20 mai 2010**

Rapport introductif à la CE du 20 mai 2010 par Michel PIERRE

Dans ce rapport, j'essaierai de faire le point sur les problèmes que connaissent les salariés de notre secteur.

La crise

Elle est clairement loin d'être terminée contrairement à ce que de nombreux « experts » cherchaient à nous faire croire. Elle est globale, économique, sociale et financière. C'est une crise du capitalisme qui touche principalement les puissances occidentales. C'est une crise d'accumulation financière. Depuis plusieurs décennies le Capital s'octroie une part de plus en plus grande des richesses produites en France comme dans le reste du monde. En trente ans sa part est passée en France de 5% à 25 % des richesses produites au détriment de la part des salaires. Ceux qui ont accumulé ce fric veulent encore obtenir de nouveaux profits. Mais en investissant dans quoi ? La réduction de la part des salaires baisse le niveau de vie et génère du chômage et de la pauvreté. C'est un frein au développement de la consommation. Les pays émergents même quand leur économie se développe rapidement comme la Chine (entre 8 et 12% par an) ne sont pas un moteur suffisant. Les cadeaux fiscaux des Etats au Capital qui continuent d'augmenter n'ont fait qu'aggraver la situation et ont contribué à affaiblir les capacités d'investissement des Etats en faisant croître leur endettement. Les privatisations vont dans le même sens. Elles donnent une bouffée financière immédiate mais plombent les investissements à long terme : les chemins de fer privatisés en Angleterre ne parviennent plus à s'entretenir et à se moderniser, les Etats Unis ne produisent plus suffisamment d'électricité pour leurs besoins, etc.

Le Capital est conduit dans des opérations spéculatives à risques comme les banques l'ont fait avec les sub-primes. Lorsque les banques sont en péril, les Etats volent à leurs secours et s'endettent encore plus. L'endettement des Etats a fini par inquiéter les spéculateurs. Nous l'avons vu avec la crise de la Grèce et ensuite de la Zone Euro. Les Etats se précipitent alors vers des politiques de rigueur mais leurs choix pour gérer la rigueur est encore de préserver le Capital pour faire supporter la rigueur par les salariés. Ce qui inquiète tout le monde y compris le Capital car ces politiques vont ralentir la consommation et l'emploi et donc les possibilités de développement. Les dirigeants des pays capitalistes ne se sortent pas de leurs contradictions en voulant toujours épargner le Capital. Leur choix est simpliste et dramatique pour leurs peuples : réduire les salaires des fonctionnaires, réduire le montant des retraites, réduire le nombre d'emplois de fonctionnaires, augmenter la TVA qui est l'impôt le plus injuste. Cela est vrai partout : en France dans la Fonction Publique d'Etat et Hospitalière, globalement, le gouvernement ne remplace pas un fonctionnaire sur 2 depuis plusieurs années. L'ESR va sans doute y échapper jusqu'en 2011 mais en 2012 l'ESR devrait y passer. Les services du Premier Ministre prévoient que les effectifs titulaires des Organismes de recherche auront diminué de 1,5% en 2013 - site du journal Les Echos -, ce qui correspond justement à la disparition d'un poste pour deux départs en retraite en 2012. Le gouvernement a également prévu de geler le salaire des fonctionnaires. Les gouvernements de la Grèce et de l'Espagne s'en prennent encore plus aux fonctionnaires avec des diminutions de salaires. Les USA vont supprimer 340 000 emplois dans l'Education soit en proportion des populations respectives de la France et des USA, ce que fait Sarkozy en France sur le dos des enseignants. Pendant ce temps, les gouvernements maintiennent toujours les cadeaux au Capital et aux plus hauts revenus : en France bouclier fiscal, défiscalisation des heures supplémentaires qui profitent principalement aux entreprises, affaiblissent la protection sociale et divisent les salariés car la mesure ne profite qu'à quelques uns. En Roumanie le taux d'impôt unique sur le revenu (16%) est maintenu alors que le salaire des fonctionnaires va baisser de 25% ! On peut multiplier les exemples pour tous les autres pays occidentaux.

La réforme des retraites

Concernant la réforme des retraites, nous sommes confrontés à la même problématique. Sarkozy veut épargner le plus possible les hauts revenus et les revenus du Capital. Il veut faire porter l'essentiel de l'effort sur les prestations : âge du départ en retraite, durée de cotisation et montant des retraites. Il cherche à esquiver le plus possible la question des nouveaux financements car cette question entraîne immédiatement une question subsidiaire : **qui va payer ?** Ce sont ces questions qu'il faut mettre en avant avec la CGT pour combattre le bourrage de crâne auquel se livre le gouvernement, de nombreux partis politiques et la plupart des médias. Du point de vue de l'action, 4 syndicats (CFDT, FSU, UNSA et SUD) ont rejoints la CGT pour une action nationale le 27 mai dans laquelle le SNTRS-CGT doit prendre toute sa place. Le BN a diffusé un BRS 4 pages spécial retraites. Il vise à dénoncer les impostures du COR et les injustices existantes qui pourraient encore être aggravées. Il met en avant les propositions de la CGT contre les injustices et pour de nouveaux financements. Il est impératif de réussir cette mobilisation pour que les salariés ne se laissent pas endormir par la tactique du gouvernement qui n'a toujours pas mis de propositions concrètes sur la table mais seulement des orientations le 14 mai alors que nous sommes à moins de 6 semaines de la période des congés d'été et qu'il reconnaît astucieusement maintenant qu'il faudra bien taxer les hauts revenus et les revenus du Capital car ce sont aussi des revenus prélevés sur les richesses produites. Cependant, il ne propose pour l'instant rien de concret pour cette taxation. Les prélèvements sur les hauts revenus et les revenus du Capital seront probablement symboliques alors que **l'effet du report de l'âge de départ en retraite, quel qu'en soit les modalités, sera sûrement lourd pour les salariés.** C'est l'arnaque qui se prépare. Le gouvernement va s'efforcer de masquer l'arnaque en mettant en avant la crise qui touche toute Europe et l'ensemble du monde occidental.

Ne nous laissons pas avoir. Dénonçons cet affichage destiné à anesthésier les salariés. Il faut convaincre le maximum de salariés à se mobiliser ce 27 mai et pour d'autres temps forts si nous voulons réussir à faire reculer le gouvernement.

La situation dans la recherche et l'enseignement supérieur

a) La nouvelle organisation du pilotage de la recherche

--Les Alliances conjuguées à l'évolution des partenariats des EPST, notamment avec les universités, sont une nouvelle étape de la transformation de la recherche

Cette nouvelle étape vise à achever la substitution de l'ancien mode de pilotage où les organismes jouaient un rôle central par une nouvelle organisation du pilotage mieux contrôlée par le gouvernement commencée par la mise en place de l'ANR et l'AERES.

1) Les choix stratégiques au profit des secteurs économiques aval seront mis en œuvre par les Alliances, qui ne font pas que de la coordination. C'est ce que tente de faire l'Alliance la plus avancée, AVIESAN, décision des sites d'implantation des futures unités, choix final des unités à créer, choix des thèmes proposés à l'ANR, concours de recrutements communs pour les chercheurs de divers organismes au niveau des Alliances. Il faut noter que ces concours au niveau des Alliances sont une méthode pour attacher les recrutements aux objectifs finalisés et une manière de masquer la diminution des postes qui seront mis au concours à partir de 2012. Le prétendu recouvrement complet des thématiques des différents organismes dans de nombreux domaines de la Biologie est un mensonge : les modèles animaux développés au CNRS et à l'INRA sont parfois très loin du modèle humain privilégié par Aviesan, modèle pas forcément bien adapté pour les avancées de recherche fondamentale. Le poids des pathologies et de la clinique dans les choix d'orientations scientifiques n'est pas le même non plus au CNRS et à l'INRA qu'à l'INSERM,...La médicalisation du secteur intéresse les industries pharmaceutiques.

Le pilotage par objectifs finalisés, souvent industriels, prend progressivement la place du pilotage par discipline. La subordination aux entreprises partenaires va se faire surtout par le transfert aux laboratoires publics de la charge de la preuve de concept et des démonstrateurs. L'exemple des industries de la pharmacie et notamment de Sanofi Aventis illustre bien ce point. En plus dans le secteur biomédical, le transfert de la preuve de concept aux laboratoires publics s'accompagne de l'abandon de nombreux sites hospitaliers et de disciplines. Ainsi, il est prévu de faire disparaître presque 2/3 des CHU, qui doivent passer de 29 à 10, pour focaliser l'effort sur 5 IUH. Une opération similaire devrait être réalisée pour la mise en place des Campus universitaires? C'est un d'affaiblissement de nombreux sites universitaires qui est programmé et la focalisation sur un nombre réduit d'objectifs finalisés avec de graves conséquences pour bien des disciplines scientifiques. Sur 83 Universités combien feront à terme un niveau significatif de recherche et pourront maintenir un 3^{ème} cycle universitaire ?

Les Alliances concernent déjà des champs importants (SDV, Energie, Informatique, Environnement, Agroalimentaire). D'autres Alliances seront peut être créées notamment en SHS. La question se pose aussi du devenir des disciplines hors du champ des Alliances comme la Chimie, voire une partie de la Physique : Existe-t-il des risques d'éclatement pour ces disciplines ? Les Maths sont elles un cas à part ?

2) L'évolution des partenariats avec les Universités complète le rôle des Alliances. Derrière la simplification et l'harmonisation des procédures de gestion souhaitée par de nombreux directeurs de labos, il apparaît d'autres tendances lourdes à terme de l'évolution du partenariat avec les universités : les contrats et la valorisation profiteront à l'hébergeur ; la mutualisation pour la gestion des carrières de nombreuses catégories de personnel, pour l'hygiène et la sécurité, etc peuvent avoir des conséquences sérieuses : surnombre pour certains personnels avec des pressions pour la mobilité, poids du clientélisme pour les carrières des ITA,... A propos de la Délégation Générale de Gestion, le BN a préparé une lettre aux Directeurs d'Unités dont nous souhaitons qu'elle leur soit adressée par les organisations du SNTRS dans les régions.

Le BN propose aussi que le nouveau pilotage de la recherche, la nouvelle forme de gouvernance des EPST, fassent l'objet d'un large débat dans le syndicat. Nous prévoyons une journée d'Etude sur ce thème, le 23 juin veille du CSN.

Les Directions du CNRS, de l'INSERM et des autres EPST acceptent le rôle d'agences de moyens

La lutte est d'autant plus difficile contre l'évolution du pilotage de la recherche et la transformation du rôle des EPST du fait de l'attitude des directions d'organismes qui acceptent le rôle d'agences de moyens pour leurs organismes. La difficulté de la lutte tient aussi au découragement d'une partie des personnels (découragement illustré par la recherche difficile de candidats chercheurs et enseignant-chercheurs pour les élections aux CSI même dans les domaines nos adhérents sont assez nombreux).

--La dérive des directions d'organisme se manifeste aussi sur d'autres terrains. Ainsi le CNRS recourt à une sous-traitance dangereuse pour l'organisme : l'exemple de la DSI.

Je vous rappelle l'histoire en deux mots. La direction du CNRS a externalisé certains aspects de la gestion des personnels avec projet de transfert de ces tâches au Maroc, ce qui pose au moins deux graves problèmes : externalisation de travaux donc potentiellement réduction d'emplois au CNRS et risque sur la sécurité des données privées concernant les personnels. Josiane et Daniel qui étaient dans les délégations qui ont rencontré à ce sujet à deux reprises la direction du CNRS vous donneront sans doute des précisions.

Quoiqu'il en soit de l'évolution du pilotage de la recherche et des dérives des directions, nous avons encore des possibilités pour nous battre contre des changements inacceptables. Il n'est pas simple de tout livrer aux partenaires comme le montre l'exemple des laboratoires de l'IN2P3 pour lesquels le CNRS conserve complètement la gestion. Les personnels de l'INSB

n'ont pas dit leur dernier mot pour refuser les concours gérés par les Alliances, et la disparition de l'INSB dans un Institut National du Vivant et de la Santé qui prendrait en charge les équipes Sciences de la Vie quelque soit leur Organisme actuel de rattachement. Notons que ce serait une nouvelle étape cruciale pour le démantèlement du CNRS. Même si le nombre des emplois de titulaires est réduit, il existe une nécessité de gérer des grands équipements et de disposer de cadres qui organisent la recherche sans dépendre complètement des intérêts locaux (certains projets internationaux, certains programmes impliquant notamment des grands équipements, etc.).

L'enjeu des élections au CS et aux CSI est important bien que beaucoup des agents n'en ont pas conscience. JP Barbe fera cet après-midi le point sur nos candidats et la campagne électorale. Je veux pour preuve également de la volonté de résister d'une partie des ITA et des chercheurs, les résultats des élections au CAP de l'INSERM malgré la faible participation. **Les résultats du SNTRS-CGT sont un véritable succès.** Les ITA et les chercheurs sont de plus en plus nombreux à se tourner vers nous (progrès en % mais aussi en voix malgré la faible participation). Chez les ITA, nous avons près de 50% des votants. Chez les CR, 25% ont voté pour le SNTRS –CGT Pour les CR, nous dépassons le SGEN-CFDT et devenons la seconde organisation. Nous doublons nos voix chez les DR. Globalement nous sommes de loin la première organisation de l'INSERM. Les résultats au CTP du MESR confirment la progression de la CGT dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche. La consultation des personnels qui n'avaient pas voté à des CAP (non titulaires, certains enseignants,..) font apparaître une augmentation de 50% des voix de la CGT alors que le nombre de votants a peu augmenté. L'addition des voix de tous les personnels liés au MESR montre que la CGT est maintenant très proche de l'UNSA qui a réussi à garder la première position. Il est extrêmement important de mieux nous organiser pour renforcer et pérenniser cette évolution. Il nous faut mieux rassembler les forces du SNTRS des différents EPST pour ne pas laisser des isolés mal défendus et pour renforcer la syndicalisation avec un enjeu particulier chez les chercheurs. Il est plus facile d'atteindre ces objectifs avec des syndiqués rassemblés dans nos sections qu'avec des isolés.

Le rôle du Grand Emprunt

Il vise à amorcer le nouveau pilotage par des financements : sites voulus par le gouvernement, asservissement aux objectifs du pouvoir et des industriels, soumission à de nouveaux modes de financements, voilà les critères qui vont devoir guider les notables qui vont déposer des projets jamais débattus avec la communauté scientifique et universitaire.

Le type pilotage utilisé pour le Grand Emprunt va être difficile à combattre car le gouvernement veut le rendre en quelque sorte « obligatoire ». Il nous a en effet été rapporté qu'au Collège de France très récemment Valérie Pécresse aurait annoncé des suppressions de crédits publics réguliers pour les labos qui ne réussiraient pas à obtenir deux fois plus de contrats que de crédits récurrents !

Le piège des dotations en capital : l'essentiel des fonds du Grand Emprunt est constitué des dotations en Capital. Ce sont seulement les intérêts générés par les placements de ces capitaux qui seront consommables. Encore faut-il prendre en compte que les Universités doivent rembourser les intérêts des prêts que leur fait le gouvernement. Il faut espérer que le différentiel sera important. Ce sont surtout les établissements financiers et les grands du BTP qui en profiteront.

Le Grand Emprunt ne renforcera pas l'Autonomie car elle est une illusion. L'exemple caricatural de des investissements immobiliers de l'Ile de France démontre que l'Etat les reprend complètement en main. C'est l'Etat qui gère l'aménagement du plateau de Saclay, de l'opération Condorcet et la réduction des sites immobiliers des universités parisiennes qui vont passer de 130 à 45 !

Un grand barnum est annoncé avec Valérie Pécresse à la Sorbonne le 1^{er} juin pour le lancement de ce Grand Emprunt. Encore que ce lancement pourrait être reporté en raison de la crise et de l'endettement de l'Etat. A suivre.

La situation des personnels

Il est de plus en plus clair que la politique à l'égard des personnels sera un outil fort pour le pilotage du système : précarité, individualisation de rémunérations liées aux objectifs, réorganisation des corps de la FP, pressions individuelles.

a) La précarité

Nous avons lancé avec l'enquête précarité une campagne pour combattre cette précarité qui continue à s'amplifier encore et encore. Nous avons mis en débat des propositions du SNTRS-CGT pour concrétiser cette campagne.

De toute évidence, c'est une démarche qui demandera du temps et qui est surtout porté par le seul SNTRS bien qu'un nombre limité de nos sections se soit mis dans le coup.

Le 1^{er} juin, est une occasion de clamer devant l'opinion publique que nous refusons le développement de la précarité qui est impliquée dans les projets du Grand Emprunt. De plus, devant les milliards mis sur la table, il est indécent de rejeter les revendications des précaires à avoir une situation stable avec des droits respectés. Nous avons proposé aux autres syndicats de marquer le coup devant la Sorbonne. Nous le ferons seuls si les autres syndicats ne se décident pas à cette action. Il y a surtout des réticences du côté de la FSU et de l'UNSA.

Il nous faut continuer pour la défense sur les cas individuels de précarité sur les sites où cela a commencé et le démarré là où il n'y a pas eu d'initiatives. C'est une bataille essentielle pour démontrer que l'on peut gagner des avancées. C'est un travail à long terme pour faire reculer le gouvernement. C'est l'expérience des luttes des années 70-80.

b) les rémunérations : primes et réorganisation des carrières

Nous constatons que la politique d'individualisation des rémunérations rencontre malheureusement peu de résistance dans l'Enseignement Supérieur à l'exemple de ce qui se passe pour la PES. La résistance est plus forte dans les EPST et particulièrement au CNRS.

-- La PES au CNRS, INSERM, INRETS. Des procédures sont prévues par les directions pour ne pas être dépendantes des commissions scientifiques. Des comités ad hoc sont mis en place pour traiter les dossiers des chercheurs qui font la demande de cette prime. Il faut faire remonter les informations sur ce qui se passe en ce moment dans les commissions au CN et à l'INSERM

-- La PPRS ; A l'automne au CNRS, la direction avait avancé un projet d'individualisation accentué avec l'harmonisation partielle des taux. Aujourd'hui les moyens nécessaires ne sont plus disponibles. A suivre avec les problèmes posés par le nouvel arrêté ministériel qui ne fait plus référence à des taux et des salaires de référence, ce qui semble annoncer une érosion progressive de la PPRS.

-- la prime d'intéressement votée par l'Assemblée Nationale pour toute la Fonction Publique et qui doit encore passer au Sénat et sera ensuite déclinée dans chaque ministère. Au MESR, ce qui est envisagé c'est d'autoriser des prélèvements sur les contrats pour les équipes. Les primes seront donc fonction de la réussite dans l'obtention des contrats. Balayée la qualification et le principe à travail égal salaire égal.

-- la réforme des catégories de la Fonction Publique

Le gouvernement considère qu'il l'a déjà mené pour la catégorie C et pour l'essentiel pour la catégorie B. reste pour nous la question des AI avec un désaccord entre le ministère de la Fonction Publique et le MESR. Rappelons les points de vue (maintien des AI dans leur statut dérogatoire pour la FP, pour le MESR les recrutements au niveau III devrait se faire en B (ce que nous ne pouvons admettre) tout en proposant un passage étalé dans le temps des AI en place dans le corps des IE.

Le gouvernement n'envisage pas grand chose pour les corps de catégorie A sauf l'addition d'un grade fonctionnel dans certains corps. Une réforme en profondeur est d'autant plus difficile que le gouvernement va vraisemblablement proposer fin juin aux syndicats un gel des salaires. Une réforme pourrait coûter de l'argent. Le gouvernement pourrait se limiter pour l'individualisation des rémunérations au jeu des primes.

Le gouvernement ne semble pas avoir mené une réflexion sur la reconnaissance des qualifications et sur la prise en compte du LMD pour la définition des carrières.

Par contre, il envisage toujours des fusions de corps de même niveau de qualifications pour favoriser la mobilité entre les secteurs (corps de recherche et d'enseignement sup voir des fusions plus larges pour la catégorie C. Nous ne savons pas très bien où en sont les arbitrages

c) la multiplication de cas individuels difficiles augure mal de la mise en œuvre de la loi mobilité dans nos organismes. De nombreux agents sont déjà menacés à terme par les mesures de mise en disponibilité prévues par la RGPP.

Récapitulation des actions envisagées

27 mai : défilé intersyndical recherche : retraites, salaires, précarité

1er juin à la Sorbonne (grand Emprunt et précarité) En province ?

Campagne des Elections CS/CSI au CNRS

Texte de la motion :

Motion du SNTRS-CGT votée par la Commission Exécutive du SNTRS-CGT

Le gouvernement a rendu public le 16 mai 2010 ses 14 engagements sur la réforme des retraites qui visent notamment à :

- Augmenter la durée des cotisations
- Augmenter l'âge légal de départ en retraite
- Attaquer le code des pensions et les régimes spéciaux

Devant cette attaque de grande ampleur, la CE du SNTRS-CGT réunie le 20 mai 2010 appelle les personnels des organismes de recherche à contribuer à la réussite de la journée nationale d'action du 27 mai à l'appel de la CGT, CFDT, CFTC, Solidaires, FSU et UNSA afin d'obtenir :

- Le maintien de l'âge légal du départ à la retraite à 60 ans.
- Aucun allongement de la durée de cotisations
- Le maintien du code des pensions
- La taxation des hauts revenus et revenus du capital à la hauteur des besoins de financement des retraites.

La CE du SNTRS-CGT appelle les personnels à débattre des autres actions qui seraient nécessaire pour faire reculer le gouvernement. Elle demande à la Confédération CGT de proposer pour les prochaines semaines de nouvelles actions fortes pouvant aller jusqu'à la grève interprofessionnelle.

16 pour, 0 contre, 5 absentions, 1 refus de vote

Au préalable une motion sur le même sujet présentée par Jean-Pierre FITOUSSI a été repoussée (4 pour, 8 abstentions, 9 contre)

La CE a approuvé la proposition d'un rassemblement le 1^{er} juin 2010 place de la Sorbonne contre le Grand Emprunt et la précarité !

Denis CLAISSE et Jacky HIRSCH ont fait le point sur la discussion avec la Direction du CNRS à propos de la convention CAES/CNRS. Le jour même, il y avait une réunion avec la Direction) propos des montants de la subvention CNRS au CAES. Denis CLAISSE y représentait le SNTRS-CGT Jacky HIRSCH était l'un des représentants de la Direction du CAES.